

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Brigitte Forget, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-06-08

Signature

Brigitte Forget

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sainte-Adèle et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Adèle et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Adèle inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

que sur l'endettement total net à long terme.

Yves de Carufel CPA inc.



Par: Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA
1960, boul. de Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N5

DATE 2015-06-08

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	19 410 070	20 278 970	20 022 539		20 022 539
Compensations tenant lieu de taxes	2	410 085	398 760	407 089		407 089
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 678 615	540 400	997 868		997 868
Services rendus	5	1 206 485	1 210 150	1 254 896		1 254 896
Imposition de droits	6	1 387 898	1 300 810	1 257 725		1 257 725
Amendes et pénalités	7	142 249	175 000	129 266		129 266
Intérêts	8	330 401	245 882	329 664		330 185
Autres revenus	9	199 329	115 050	(38 544)		211 500
	10	24 765 132	24 265 022	24 360 503		24 611 068
Investissement						
Taxes	11	41 309				
Quotes-parts	12					
Transferts	13	91 462		274 198		274 198
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15	10 000				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	142 771		274 198		274 198
	18	24 907 903	24 265 022	24 634 701		24 885 266
Charges						
Administration générale	19	3 418 045	3 840 057	3 226 498	107 774	3 622 708
Sécurité publique	20	4 359 353	4 358 186	5 249 328	150 471	5 399 799
Transport	21	4 840 669	4 563 957	5 130 418	1 566 062	6 696 480
Hygiène du milieu	22	4 948 205	5 023 028	5 079 383	1 684 850	6 764 233
Santé et bien-être	23	185 929	50 330	40 415		40 415
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 290 960	1 248 530	4 187 280	20 955	1 107 326
Loisirs et culture	25	1 982 422	2 028 844	2 020 823	381 314	2 402 137
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	951 279	1 002 390	990 580		1 177 937
Amortissement des immobilisations	28	3 619 804	3 454 304	3 911 426	(3 911 426)	
	29	25 596 666	25 569 626	29 836 151		27 211 035
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(688 763)	(1 304 604)	(5 201 450)		(2 325 769)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(688 763)		(1 304 604)	(5 201 450)	2 875 681	(2 325 769)
Moins: revenus d'investissement	2	(142 771)	()	()	(274 198)	()	(274 198)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(831 534)		(1 304 604)	(5 475 648)	2 875 681	(2 599 967)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	3 619 804		3 454 304	3 911 426	1 245	3 912 671
Produit de cession	5	38 009		15 000	125 051	2 005 000	2 130 051
(Gain) perte sur cession	6	106 606		(15 000)	16 803	(90)	16 713
Réduction de valeur / Reclassement	7				115 208	(2 006 155)	(1 890 947)
	8	3 764 419		3 454 304	4 168 488		4 168 488
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	35 973					
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	35 973					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	98 994		40 350	3 832 046		3 832 046
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 774 011)	(1 900 990)	()	(2 077 569)	()	(2 077 569)
	18	(1 675 017)	(1 860 640)		1 754 477		1 754 477
Affectations							
Activités d'investissement	19	(261 128)	(363 097)	()	(226 149)	()	(226 149)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				65 576		65 576
Excédent de fonctionnement affecté	21	172 467		525 839	525 979		525 979
Réserves financières et fonds réservés	22	(239 673)		(451 802)	(418 247)		(418 247)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 293)			(240)		(240)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(330 627)		(289 060)	(53 081)		(53 081)
	26	1 794 748		1 304 604	5 869 884		5 869 884
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	963 214			394 236	2 875 681	3 269 917

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	142 771		274 198		274 198
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	67 306 ) (	91 500 ) (	51 006 ) (	) (	51 006)
Sécurité publique	3 (	17 144 ) (	14 500 ) (	29 291 ) (	) (	29 291)
Transport	4 (	2 024 980 ) (	3 508 000 ) (	1 728 946 ) (	) (	1 728 946)
Hygiène du milieu	5 (	1 740 425 ) (	6 019 097 ) (	1 153 218 ) (	) (	1 153 218)
Santé et bien-être	6 () () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	44 430 ) (	10 500 ) (	26 929 ) (	) (	26 929)
Loisirs et culture	8 (	4 138 421 ) (	339 825 ) (	227 475 ) (	) (	227 475)
Réseau d'électricité	9 () () () () ()
	10 (	8 032 706 ) (	9 983 422 ) (	3 216 865 ) (	) (	3 216 865)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 () () () () ()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 () () () () ()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 980 963	8 980 000	4 078 439		4 078 439
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	261 128	363 097	226 149		226 149
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 057 000		27 032		27 032
Excédent de fonctionnement affecté	16	118 341				
Réserves financières et fonds réservés	17	532 501	640 325	462 964		462 964
	18	1 968 970	1 003 422	716 145		716 145
	19	(82 773)		1 577 719		1 577 719
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	59 998		1 851 917		1 851 917

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(688 763)	(1 304 604)	(5 201 450)	2 875 681	(2 325 769)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(8 032 706)	(9 983 422)	(3 216 865)	()	(3 216 865)
Produit de cession	3	38 009	15 000	125 051	2 005 000	2 130 051
Amortissement	4	3 619 804	3 454 304	3 911 426	1 245	3 912 671
(Gain) perte sur cession	5	106 606	(15 000)	16 803	(90)	16 713
Réduction de valeur / Reclassement	6			115 208	(2 006 155)	(1 890 947)
	7	(4 268 287)	(6 529 118)	951 623		951 623
Variation des propriétés destinées à la revente	8	35 973				
Variation des stocks de fournitures	9	40 504		(79 570)		(79 570)
Variation des autres actifs non financiers	10	240 158		21 618	(1 476)	20 142
	11	316 635		(57 952)	(1 476)	(59 428)
	12	(4 640 415)	(7 833 722)	(4 307 779)	2 874 205	(1 433 574)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(4 640 415)	(7 833 722)	(4 307 779)	2 874 205	(1 433 574)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(27 893 865)		(32 534 280)		(32 534 280)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(2 859 008)	(2 859 008)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(27 893 865)		(32 534 280)	(2 859 008)	(35 393 288)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(32 534 280)		(36 842 059)	15 197	(36 826 862)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013		2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	148 453	1 227 311	9 017	1 236 328
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	5 274 284	7 062 304	2 003 313	7 085 010
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	5 422 737	8 289 615	2 012 330	8 321 338
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 672 515	6 571 054		6 571 054
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	4 592 233	5 030 171	1 996 424	5 045 988
Revenus reportés (note 12)	13	704 508	501 820	709	502 529
Dette à long terme (note 13)	14	30 987 761	33 028 629		33 028 629
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	37 957 017	45 131 674	1 997 133	45 148 200
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(32 534 280)	(36 842 059)	15 197	(36 826 862)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	65 697 971	64 746 348		64 746 348
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	43 964	43 964		43 964
Stocks de fournitures	20	309 363	388 933		388 933
Autres actifs non financiers (note 17)	21	109 696	88 078	1 476	89 554
	22	66 160 994	65 267 323	1 476	65 268 799
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	994 237	981 603	16 673	998 276
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	945 156	838 255		838 255
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(157 234)	(3 980 423)	()	(3 980 423)
Financement des investissements en cours	26	(3 104 686)	(1 402 302)		(1 402 302)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	34 949 241	31 988 131		31 988 131
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	33 626 714	28 425 264	16 673	28 441 937

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(688 763)	(5 201 450)	2 875 681	(2 325 769)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 619 804	3 911 426	1 245	3 912 671
Autres					
- (gain) perte disposition	3	106 606	16 803	(90)	16 713
- réduction de valeur	4		115 208		115 208
	5	3 037 647	(1 158 013)	2 876 836	1 718 823
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(381 150)	(1 788 020)	(1 998 043)	(1 805 456)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(1 670 309)	437 938	1 966 731	424 062
Revenus reportés	9	317 689	(202 688)	(22 090)	(224 778)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11	35 973			
Stocks de fournitures	12	40 504	(79 570)		(79 570)
Autres actifs non financiers	13	240 158	21 618	23 047	44 665
	14	1 620 512	(2 768 735)	2 846 481	77 746
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(8 032 706)	(3 216 865)		(3 216 865)
Produit de cession	16	38 009	125 051	2 005 000	2 130 051
	17	(7 994 697)	(3 091 814)	2 005 000	(1 086 814)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires					
Variation nette des autres placements à long terme	20				
	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	6 075 946	4 151 047		4 151 047
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 787 637)	(2 091 815)	(4 875 000)	(6 966 815)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(16 885)	4 898 539		4 898 539
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(24 945)	(18 364)		(18 364)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	4 246 479	6 939 407	(4 875 000)	2 064 407
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(2 127 706)	1 078 858	(23 519)	1 055 339
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	2 276 159	148 453	32 536	180 989
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	32	148 453	1 227 311	9 017	1 236 328

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Rémunération	1	5 708 178	5 896 450	7 057 108		7 057 108
Charges sociales	2	1 211 870	1 313 584	1 346 646		1 346 646
Biens et services	3	12 106 175	11 832 108	11 829 913	287 191	9 016 195
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	910 227	867 220	899 820	187 357	1 087 177
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	31 410	114 670	70 915		70 915
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	9 642	20 500	19 845		19 845
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 126 860	1 211 350	1 132 276		1 132 276
Autres	10					
Autres organismes	11	764 237	603 790	3 476 475		3 476 475
Amortissement des immobilisations	12	3 619 804	3 454 304	3 911 426	1 245	3 912 671
Autres						
- Réclamations	13	47 879	40 000	50 680		50 680
- Créances douteuses	14	33 397	20 500	18 535		18 535
- Autres	15	26 987	195 150	22 512		22 512
	16	25 596 666	25 569 626	29 836 151	475 793	27 211 035

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1	20 022 539	19 451 379
Compensations tenant lieu de taxes	2	407 089	410 085
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 272 066	1 770 077
Services rendus	5	1 254 896	1 206 485
Imposition de droits	6	1 257 725	1 387 898
Amendes et pénalités	7	129 266	142 249
Intérêts	8	330 185	330 401
Autres revenus	9	211 500	209 329
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	24 885 266	24 907 903
Charges			
Administration générale	12	3 622 708	3 524 333
Sécurité publique	13	5 399 799	4 515 112
Transport	14	6 696 480	6 301 809
Hygiène du milieu	15	6 764 233	6 632 013
Santé et bien-être	16	40 415	185 929
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 107 326	1 304 741
Loisirs et culture	18	2 402 137	2 181 450
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	1 177 937	951 279
	21	27 211 035	25 596 666
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(2 325 769)	(688 763)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	33 626 714	34 315 477
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	(2 859 008)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	30 767 706	34 315 477
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	28 441 937	33 626 714

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 325 769)	(688 763)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(3 216 865)	(8 032 706)
Produit de cession	3	2 130 051	38 009
Amortissement	4	3 912 671	3 619 804
(Gain) perte sur cession	5	16 713	106 606
Réduction de valeur / Reclassement	6	(1 890 947)	
	7	951 623	(4 268 287)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		35 973
Variation des stocks de fournitures	9	(79 570)	40 504
Variation des autres actifs non financiers	10	20 142	240 158
	11	(59 428)	316 635
	12	(1 433 574)	(4 640 415)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 433 574)	(4 640 415)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(32 534 280)	(27 893 865)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(2 859 008)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(35 393 288)	(27 893 865)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(36 826 862)	(32 534 280)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 236 328	148 453
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	7 085 010	5 274 284
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	8 321 338	5 422 737
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	6 571 054	1 672 515
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 045 988	4 592 233
Revenus reportés (note 12)	13	502 529	704 508
Dette à long terme (note 13)	14	33 028 629	30 987 761
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	45 148 200	37 957 017
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(36 826 862)	(32 534 280)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	64 746 348	65 697 971
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	43 964	43 964
Stocks de fournitures	20	388 933	309 363
Autres actifs non financiers (note 17)	21	89 554	109 696
	22	65 268 799	66 160 994
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	28 441 937	33 626 714

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 325 769)	(688 763)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 912 671	3 619 804
Autres			
- (gain) perte disp.\réduc. val	3	16 713	106 606
- réduction de valeur	4	115 208	
	5	1 718 823	3 037 647
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 805 456)	(381 150)
Autres actifs financiers			
Créditeurs et charges à payer	8	424 062	(1 670 309)
Revenus reportés	9	(224 778)	317 689
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs			
Propriétés destinées à la revente	11		35 973
Stocks de fournitures	12	(79 570)	40 504
Autres actifs non financiers			
	13	44 665	240 158
	14	77 746	1 620 512
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 216 865)	(8 032 706)
Produit de cession	16	2 130 051	38 009
	17	(1 086 814)	(7 994 697)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires			
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	4 151 047	6 075 946
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 966 815)	(1 787 637)
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 898 539	(16 885)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(18 364)	(24 945)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 064 407	4 246 479
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 055 339	(2 127 706)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	180 989	2 276 159
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	1 236 328	148 453

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, de l'organisme contrôlé "La Corporation du Parc d'Affaires la Rolland" faisant partie de son périmètre comptable. Il s'agit de la première année de consolidation de la Corporation dans les états financiers de la ville. L'exercice 2013 n'était pas consolidé puisque l'événement menant à la consolidation a eu lieu au cours de l'exercice 2014.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	2 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement	1 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	1 à 10 ans
Autres	1 an

Les œuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une œuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Passifs**Dépenses reportées**

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée de chaque emprunt concerné. Les autres dépenses reportées sont amorties sur une période maximale de 6 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la ville a adopté les recommandations du chapitre SP3410 "Paiements de transfert". Ce chapitre qui établit les critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la ville, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints, sauf dans la mesure où les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville a appliqué la norme révisée de façon rétroactive en 2013 avec retraitement de l'exercice comparatif 2012.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	186 452	109 805
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	2 044 253	1 864 339
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 325 446	1 618 743
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	194 080	242 816
Organismes municipaux	8	186 687	87 568
Autres			
- Frais de cour, amendes, autres	9	3 184 246	1 307 510
- Intérêts sur arrérages taxes	10	150 298	153 308
	11	7 085 010	5 274 284
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	330 706	344 952
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	330 706	344 952
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	368 548	352 228
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

2014

2013

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	328 639	315 315
Régimes de retraite des élus municipaux	32	33 144	32 106
	33	_____	_____
		361 783	347 421

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires autorisés au 31 décembre 2014 s'élèvent à 7 571 054\$. De ce montant, un emprunt utilisé de 4 571 054\$ porte intérêts au taux de 2,47% et un emprunt utilisé de 2 000 000\$ porte intérêts au taux de 2,19%. L'emprunt non utilisé au montant de 1 000 000\$ porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière auprès duquel il a été contracté.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	1 423 513	1 589 664
Salaires et avantages sociaux	38	2 050 881	1 472 259
Dépôts et retenues de garantie	39	1 067 836	1 071 911
Provision pour contestations d'évaluation	40	63 860	11 918
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	217 680	233 411
- Intérêts courus sur dette	43	179 594	184 864
- Taxes à la consommation	44	9 048	7 371
- Réclamation à payer	45	12 468	20 835
- Gouvernement Québec	46	21 108	
	47	_____	_____
		5 045 988	4 592 233

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	9 522	57 272
Transferts	49	478 373	621 789
Autres			
- Inscriptions loisirs, autres	50	2 927	510
- Excédent actuariel RREM	51	11 707	24 937
	52	502 529	704 508

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013				
3. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance							
	de	à	de	à						
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	3,20	2015	2019	53	33 267 000				31 184 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54					
Gains (pertes) de change reportés					55					
					56					
Autres dettes à long terme										
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,41	4,73	2018	2018	57	12 710				19 089
Organismes municipaux					58					
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,95	5,95	2018	2018	59	63 179				80 568
Autres					60					
					61	33 342 889				31 283 657
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(314 260)				(295 896)
					63	33 028 629				30 987 761

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets				Autres dettes à long terme				Total 2014
	Avec fonds d'amortissement		Sans fonds d'amortissement		Location-acquisition		Autres		
2015	64	72	2 329 000	80	21 714	89	3 420	97	2 354 134
2016	65	73	2 324 000	81	21 714	90	3 586	98	2 349 300
2017	66	74	2 383 000	82	21 714	91	3 757	99	2 408 471
2018	67	75	2 460 000	83	4 402	92	1 947	100	2 466 349
2019	68	76	2 486 000	84		93		101	2 486 000
2020 et +	69	77	21 285 000	85		94		102	21 285 000
	70	78	33 267 000	86	69 544	95	12 710	103	33 349 254
Intérêts et frais accessoires				87	(6 365)			104	(6 365)
	71	79	33 267 000	88	63 179	96	12 710	105	33 342 889

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (34 851 799)	(30 942 730)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (1 975 063)	(1 591 550)
Autres	108	
	109 (36 826 862)	(32 534 280)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	110	32 502 027	138	2 563 824	165	2	192	35 065 849	
Eaux usées	111	25 506 023	139	(609)	166		193	25 505 414	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	27 989 929	140	1 246 760	167		194	29 236 689	
Autres	113	4 967 808	141	214 581	168		195	5 182 389	
Réseau d'électricité	114		142		169		196		
Bâtiments	115	11 941 238	143	40 003	170		197	11 981 241	
Améliorations locatives	116		144		171		198		
Véhicules	117	4 608 101	145	11 133	172	233 477	199	4 385 757	
Ameublement et équipement de bureau	118	1 466 997	146	124 632	173	6 378	200	1 585 251	
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 728 100	147	131 994	174	27 082	201	3 833 012	
Terrains	120	6 267 897	148	6 902	175		202	6 274 799	
Autres	121		149		176		203		
	122	<u>118 978 120</u>	150	<u>4 339 220</u>	177	<u>266 939</u>	204	<u>123 050 401</u>	
Immobilisations en cours	123	<u>1 592 922</u>	151	<u>(1 122 355)</u>	178	<u>115 206</u>	205	<u>355 361</u>	
	124	<u>120 571 042</u>	152	<u>3 216 865</u>	179	<u>382 145</u>	206	<u>123 405 762</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	125	18 069 797	153	826 983	180		207	18 896 780	
Eaux usées	126	11 073 937	154	755 126	181		208	11 829 063	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	15 603 358	155	1 164 952	182	114	209	16 768 196	
Autres	128	2 885 084	156	169 428	183		210	3 054 512	
Réseau d'électricité	129		157		184		211		
Bâtiments	130	2 178 572	158	303 103	185		212	2 481 675	
Améliorations locatives	131		159		186		213		
Véhicules	132	2 064 444	160	320 802	187	95 985	214	2 289 261	
Ameublement et équipement de bureau	133	1 040 353	161	113 432	188	6 840	215	1 146 945	
Machinerie, outillage et équipement divers	134	1 957 526	162	258 845	189	23 389	216	2 192 982	
Autres	135		163		190		217		
	136	<u>54 873 071</u>	164	<u>3 912 671</u>	191	<u>126 328</u>	218	<u>58 659 414</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>65 697 971</u>					219	<u>64 746 348</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	220	97 038	223		225		227	97 038	
Amortissement cumulé	221	(5 930)	224	(6 469)	226		228	(12 399)	
Valeur comptable nette	222	<u>91 108</u>					229	<u>84 639</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	43 964	43 964
	233	43 964	43 964
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	43 964	43 964
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	14 608	20 082
Frais reportés			
- Plan directeur - urbanisme	237	74 946	89 614
-	238		
	239	89 554	109 696
Note			
18. Obligations contractuelles			
<p>Au cours de l'année 2014 et des années antérieures, la ville a accordé des contrats ou a conclu des ententes prévoyant la fourniture de services sur plus d'un exercice financier par différents fournisseurs ou organismes. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 5 438 392\$ et le solde au 31 décembre 2014 est de 3 526 617\$. Le coût total de ces contrats et ententes est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:</p>			
2015:	2 295 010\$		
2016:	921 748\$		
2017:	309 859\$		
19. Éventualités			
a) Cautionnement et garantie			
S.O.			
b) Auto-assurance			
S.O.			
c) Poursuites			
<p>Des contribuables de la ville ont déposé des requêtes introductives d'instance contre les membres du Conseil, contre la Ville et contre certains de ses employés. Lesdites réclamations totalisent une somme de 6 584 622\$. Les assureurs ont pris faits et causes</p>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

dans les dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

Des contribuables de la ville ont déposé une requête introductive d'instance en injonction permanente et en réclamation de dommages. Ladite réclamation est d'un montant de 450 000\$. Les assureurs ont pris faits et causes dans le dossier pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

d) Autres
S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'année 2014, les représentants de la ville sont devenus majoritaires au sein du conseil d'administration de la Corporation du Parc d'Affaires La Rolland. En raison de ce changement, la ville doit maintenant consolider les états financiers de la corporation avec ses propres états financiers. Un redressement a donc dû être présenté afin de tenir compte de l'actif net de la corporation au 1er janvier 2014. L'impact de ce redressement est de (2 859 008\$), réparti comme suit :

Actifs financiers

Encaisse	32 536 \$
Débiteurs	5 270
<u>Autres actifs financiers</u>	<u>2 000 000</u>
Sous total	<u>2 037 806</u>

Passifs

Créditeurs et charges à payer	29 693
Revenus reportés	22 799
<u>Dette à long terme</u>	<u>4 875 000</u>
Sous total	<u>4 927 492</u>

Actifs financiers nets (dette nette) (2 889 686)

Actifs non financiers

Immobilisations	6 155
<u>Autres actifs non financiers</u>	<u>24 523</u>
Sous total	<u>30 678</u>

Total net (2 859 008)\$

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

22. Instruments financiers

Risques et concentration

La ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentration de la ville aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2014.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la ville sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 1 236 328	148 453
Découvert bancaire	241 () ()	()
Placements temporaires	242	
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 () ()	()
-	248 () ()	()
-	249 () ()	()
-	250 () ()	()
-	251 () ()	()
-	252 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 1 236 328	148 453

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 998 276	994 237
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 838 255	945 156
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (3 980 423 ) (	157 234)
Financement des investissements en cours	4 (1 402 302)	(3 104 686)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 31 988 131	34 949 241
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 28 441 937	33 626 714

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Parc Claude Henri-Grigon	8 314 400	312 984
- Enseignes édifices municipaux	9 26 486	26 487
- Autres projets	10	26 297
- Affectation budget	11	186 835
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 340 886	552 603

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 26 187	38 179
Fonds parcs et terrains de jeux	29 23 326	53 800
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 123 732	140 624
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 175 622	31 809
Financement des activités de fonctionnement	33 148 339	127 980
Autres		
- Stationnement	34 163	161
-	35	
-	36	
-	37	
	38 497 369	392 553
	39 838 255	945 156

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 (1 997) ()	(2 237)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	
Autres	45 () ()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	
Autres		
-	51 () ()	
-	52 () ()	
	53 (1 997) ()	(2 237)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	
Autre financement	55 (3 978 426) ()	(154 997)
	56 (3 980 423) ()	(157 234)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 286 991	248 396
Investissements à financer	58 (1 689 293) ()	(3 353 082)
	59 (1 402 302)	(3 104 686)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 64 746 348	65 697 971
Propriétés destinées à la revente	61 43 964	43 964
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 64 790 312	65 741 935
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 33 028 629	30 987 761
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 314 260	295 896
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (330 706) ()	(344 951)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (210 002) ()	(146 012)
	71 32 802 181	30 792 694
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 32 802 181	30 792 694
	74 31 988 131	34 949 241

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements			
		2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	4		
Charge de l'exercice	5	()	()
Cotisations versées par l'employeur	6		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12		
Provision pour moins-value	13	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20		
	21		
Cotisations salariales des employés	22	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	()	()
	24		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value	29		
Autres	30		
-	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33		
Rendement espéré des actifs	34	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	36		

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 3

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>328 639</u>	<u>315 315</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94	<u>5</u>	<u>5</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>5 909</u>	<u>5 849</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	19 914	19 712
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>13 230</u>	<u>12 394</u>
	98	<u>33 144</u>	<u>32 106</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dette à long terme	1	33 342 889
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 689 293
Activités de fonctionnement à financer	3	3 978 426
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	26 087
Débiteurs	8	330 706
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 975 065
Autres montants	10	32 686
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	36 646 064
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	36 646 064
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	739 581
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	37 385 645
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	37 385 645
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	13 073 790	12 818 576	12 818 576	12 556 777
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 196 880	2 160 433	2 160 433	2 168 946
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	568 770	574 479	574 479	571 407
Activités de fonctionnement	6	944 440	967 992	967 992	885 826
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	16 783 880	16 521 480	16 521 480	16 182 956
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 639 040	1 620 360	1 620 360	1 460 792
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 730 310	1 747 188	1 747 188	1 666 970
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	51 500	57 674	57 674	51 862
Service de la dette	18	74 240	75 837	75 837	47 490
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				41 309
	21	3 495 090	3 501 059	3 501 059	3 268 423
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 495 090	3 501 059	3 501 059	3 268 423
	26	20 278 970	20 022 539	20 022 539	19 451 379

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	3 300	5 974	7 228
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	7 570	7 561	7 561
	31	10 870	13 535	14 789
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	195 000	192 177	197 583
Cégeps et universités	33	10 250	10 140	10 425
Écoles primaires et secondaires	34	155 000	159 492	161 030
	35	360 250	361 809	369 038
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	371 120	375 344	383 827
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	3 200	3 215	3 147
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 050	1 048	881
Taxes d'affaires	43			
	44	4 250	4 263	4 028
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	6 730	6 699	6 440
	47	6 730	6 699	6 440
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	16 660	20 783	15 790
	50	16 660	20 783	15 790
	51	398 760	407 089	410 085

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	8 525	8 525	6 251
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	54 393	54 393	15 200
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	970	5 447	5 447
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	75 960	75 960	
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69	14 010	22 528	22 854
Réseaux d'égout	70	32 250	321 977	177 979
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	88 140	104 102	89 583
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		6 673	6 673
Autres	78			11 327
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			12 279
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	34 500	12 201	12 201
Autres	88		15 532	15 532
Réseau d'électricité	89			
	90	169 870	627 338	627 338
				335 473

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			1 462
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	75 309	75 309	90 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	377 297	377 297	
Traitement des eaux usées	108	(178 408)	(178 408)	
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	274 198	274 198	91 462

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	370 530	370 530	370 530
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			848 022
	138	370 530	370 530	1 343 142
TOTAL DES TRANSFERTS	139	540 400	1 272 066	1 272 066
				1 770 077

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	828 280	857 695	856 512
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	828 280	857 695	856 512
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	25 000	15 448	22 436
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	25 000	15 448	22 436
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150		92	33
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		92	33
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			7 047
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			7 047
Réseau d'électricité	180			
	181	853 280	873 235	886 028

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	63 600	58 823	63 450
Sécurité publique	183	9 450	22 708	20 316
Transport				
Réseau routier	184	8 000	12 629	12 776
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	33 000	39 863	28 844
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	18 580	40 554	16 683
Loisirs et culture	193	224 240	207 084	178 388
Réseau d'électricité	194			
	195	356 870	381 661	320 457
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 210 150	1 254 896	1 206 485
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	68 950	66 573	63 666
Droits de mutation immobilière	198	1 000 000	957 464	1 114 881
Droits sur les carrières et sablières	199	231 660	233 488	209 151
Autres	200	200	200	200
	201	1 300 810	1 257 725	1 387 898
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	175 000	129 266	142 249
INTÉRÊTS	203	245 882	329 664	330 401
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	15 000	(16 803)	(106 606)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			114 126
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			10 000
Autres contributions	210			
Autres	211	100 050	(21 741)	191 809
	212	115 050	(38 544)	209 329

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	435 946	389 897	5 074	394 971	394 971	429 673
Application de la loi	2	621 252	571 412	6 216	577 628	577 628	553 981
Gestion financière et administrative	3	1 152 452	929 277	23 748	953 025	953 025	924 662
Greffe	4	536 414	556 005	13 715	569 720	569 720	479 862
Évaluation	5	244 030	246 028		246 028	246 028	223 993
Gestion du personnel	6	281 763	205 232	1 228	206 460	206 460	289 186
Autres	7	568 200	328 647	57 793	386 440	674 876	622 976
	8	3 840 057	3 226 498	107 774	3 334 272	3 622 708	3 524 333
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 225 489	4 047 097		4 047 097	4 047 097	3 251 484
Sécurité incendie	10	1 060 824	1 130 505	150 471	1 280 976	1 280 976	1 200 571
Sécurité civile	11	8 630	9 580		9 580	9 580	7 692
Autres	12	63 243	62 146		62 146	62 146	55 365
	13	4 358 186	5 249 328	150 471	5 399 799	5 399 799	4 515 112
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 343 985	2 652 246	1 375 488	4 027 734	4 027 734	3 658 876
Enlèvement de la neige	15	1 882 308	2 070 454	146 892	2 217 346	2 217 346	2 255 340
Éclairage des rues	16	173 689	208 156	18 983	227 139	227 139	205 902
Circulation et stationnement	17	99 855	135 451	24 699	160 150	160 150	121 634
Transport collectif							
Transport en commun	18	64 120	64 111		64 111	64 111	60 057
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 563 957	5 130 418	1 566 062	6 696 480	6 696 480	6 301 809

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	491 473	516 524	274 825	791 349	791 349	736 611
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 242 276	1 326 043	625 429	1 951 472	1 951 472	1 901 809
Traitement des eaux usées	25	560 827	528 665	448 952	977 617	977 617	973 342
Réseaux d'égout	26	352 733	465 890	332 347	798 237	798 237	701 495
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	994 033	1 012 658		1 012 658	1 012 658	1 022 884
Élimination	28	520 360	447 354		447 354	447 354	475 746
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	552 543	563 919	3 211	567 130	567 130	564 809
Tri et conditionnement	30	138 790	115 413		115 413	115 413	147 164
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38	169 993	102 917	86	103 003	103 003	108 153
Autres	39						
	40	5 023 028	5 079 383	1 684 850	6 764 233	6 764 233	6 632 013
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	45 330	35 415		35 415	35 415	180 929
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	5 000	5 000		5 000	5 000	5 000
	44	50 330	40 415		40 415	40 415	185 929
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	700 430	717 881	20 955	738 836	738 836	752 139
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	542 530	3 466 023		3 466 023	365 114	548 664
Tourisme	49	5 570	3 376		3 376	3 376	3 938
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 248 530	4 187 280	20 955	4 208 235	1 107 326	1 304 741

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	179 615	66 215	26 233	92 448	88 040
Patinoires intérieures et extérieures	54	68 212	65 736	1 223	66 959	70 714
Piscines, plages et ports de plaisance	55	78 097	69 682	16 680	86 362	78 658
Parcs et terrains de jeux	56	568 299	695 424	141 153	836 577	836 120
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	123 098	112 734		112 734	105 013
Autres	59	68 040	81 764		81 764	70 419
	60	1 085 361	1 091 555	185 289	1 276 844	1 248 964
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	112 030		177 372	177 372	
Bibliothèques	62	404 638	407 808	18 541	426 349	411 583
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	426 815	521 460	112	521 572	520 903
	66	943 483	929 268	196 025	1 125 293	932 486
	67	2 028 844	2 020 823	381 314	2 402 137	2 181 450
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	867 220	857 307		857 307	840 222
Autres frais	70	114 670	113 428		113 428	101 415
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	20 500	19 845		19 845	9 642
	73	1 002 390	990 580		990 580	951 279
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	3 454 304	3 911 426	(3 911 426)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Sainte-Adèle (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

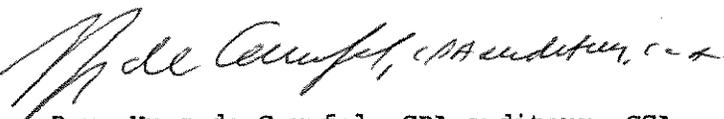
À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Yves de Carufel CPA inc.



Par: Yves de Carufel, CPA auditeur, CGA
1960, boul. de Sainte-Adèle
Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N5

DATE 2015-06-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>20 125 992</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	19 389
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	20 204
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	63 860
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>103 453</u>
Revenus de taxes	11	<u>20 022 539</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	20 022 539	
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	63 860	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>	
Total partiel	4	<u>20 086 399</u>	
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	880 403	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	57 674	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>11 918</u>	10 <u>949 995</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>19 136 404</u>	

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>1 746 423 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>1 768 176 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 757 300 000</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>19 136 404</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 757 300 000</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[1] , [0 | 8 | 9 | 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	1 651 350	1 232 621	1 232 621	1 402 483
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 667 000			
Usines et bassins d'épuration	3	1 890 731	56 765	56 765	26 460
Conduites d'égout	4	796 016			1 618
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 688 000	1 241 513	1 241 513	1 146 269
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	245 000	106 238	106 238	3 673
Autres infrastructures	11		108 342	108 342	131 130
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	650 000	76 895	76 895	40 991
Édifices communautaires et récréatifs	14		18 346	18 346	3 970 211
Améliorations locatives					
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17	54 500	11 133	11 133	505 075
Ameublement et équipement de bureau	18	12 300	124 632	124 632	145 523
Machinerie, outillage et équipement divers	19	139 000	233 478	233 478	401 778
Terrains	20		6 902	6 902	257 495
Autres	21	189 525			
	22	9 983 422	3 216 865	3 216 865	8 032 706

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		1 232 621	1 232 621	1 402 483
Usines de traitement de l'eau potable	24				
Usines et bassins d'épuration	25		56 765	56 765	26 460
Conduites d'égout	26				1 618
Autres infrastructures	27		1 456 093	1 456 093	1 281 072
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	28				
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31				
Autres infrastructures	32				
Autres immobilisations	33		471 386	471 386	5 321 073
	34		3 216 865	3 216 865	8 032 706

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	31 184 000	4 151 047	2 068 047	33 267 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	19 089		6 379	12 710
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	80 568		17 389	63 179
Autres	6				
	7	31 283 657	4 151 047	2 091 815	33 342 889
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	5 550	26 087	5 550	26 087
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 845 427	2 882 349	1 900 800	8 826 976
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	21 569 800	608 652	27 083	22 151 369
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	29 420 777	3 517 088	1 933 433	31 004 432
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	344 952		14 246	330 706
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	344 952		14 246	330 706
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20	(6 702)	6 702		
	21	338 250	6 702	14 246	330 706
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 591 550	627 257	243 742	1 975 065
Autres	23				
	24	(66 920)		(99 606)	32 686
	25	1 862 880	633 959	158 382	2 338 457
	26	31 283 657	4 151 047	2 091 815	33 342 889
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	31 283 657	4 151 047	2 091 815	33 342 889

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	234 590	228 548	220 272
Autres	3	98 180	98 178	100 942
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	7 920	7 920	3 492
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	64 120	64 111	60 057
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	520 360	447 354	475 747
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	61 550	61 541	53 438
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	108 850	108 847	109 881
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	92 880	92 879	85 162
Activités culturelles	23	22 900	22 898	17 869
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 211 350	1 132 276	1 126 860

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	26,19	33,00	2 208 698	430 690	2 639 388
Professionnels	2					
Cols blancs	3	39,42	33,00	1 604 851	369 416	1 974 267
Cols bleus	4	30,84	38,00	1 664 945	384 137	2 049 082
Policiers	5	21,00	36,00	833 656	53 973	887 629
Pompiers	6	9,19	35,00	583 507	64 143	647 650
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	126,64		6 895 657	1 302 359	8 198 016
Élus	9	7,00		161 451	44 287	205 738
	10	133,64		7 057 108	1 346 646	8 403 754

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	75 960			75 960
Réseau de distribution de l'eau potable	13		377 297		377 297
Traitement des eaux usées	14	22 528	(178 408)		(155 880)
Réseaux d'égout	15	321 977			321 977
Autres	16	577 403	75 309		652 712
	17	997 868	274 198		1 272 066

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	571 412	27	6 216	53	577 628	79	857 885	105	(280 257)	131	22 092
Évaluation	2	246 028	28		54	246 028	80		106	246 028	132	
Autres	3	2 409 058	29	101 558	55	2 510 616	81	58 634	107	2 451 982	133	
	4	3 226 498	30	107 774	56	3 334 272	82	916 519	108	2 417 753	134	22 092
Sécurité publique												
Police	5	4 047 097	31		57	4 047 097	83		109	4 047 097	135	132
Sécurité incendie	6	1 130 505	32	150 471	58	1 280 976	84	38 155	110	1 242 821	136	21 012
Sécurité civile	7	9 580	33		59	9 580	85		111	9 580	137	
Autres	8	62 146	34		60	62 146	86		112	62 146	138	
	9	5 249 328	35	150 471	61	5 399 799	87	38 155	113	5 361 644	139	21 144
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 652 246	36	1 375 488	62	4 027 734	88	12 722	114	4 015 012	140	411 231
Enlèvement de la neige	11	2 070 454	37	146 892	63	2 217 346	89		115	2 217 346	141	
Autres	12	343 607	38	43 682	64	387 289	90		116	387 289	142	
Transport collectif	13	64 111	39		65	64 111	91		117	64 111	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	5 130 418	41	1 566 062	67	6 696 480	93	12 722	119	6 683 758	145	411 231
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	516 524	42	274 825	68	791 349	94		120	791 349	146	133 720
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 326 043	43	625 429	69	1 951 472	95	33 122	121	1 918 350	147	30 278
Traitement des eaux usées	18	528 665	44	448 952	70	977 617	96		122	977 617	148	87 979
Réseaux d'égout	19	465 890	45	332 347	71	798 237	97	6 741	123	791 496	149	61 025
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	1 460 012	46		72	1 460 012	98		124	1 460 012	150	
Matières recyclables	21	679 332	47	3 211	73	682 543	99		125	682 543	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	102 917	50	86	76	103 003	102		128	103 003	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	5 079 383	52	1 684 850	78	6 764 233	104	39 863	130	6 724 370	156	313 002

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immo- bilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	35 415	172		187	35 415	202		217	35 415	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	5 000	174		189	5 000	204		219	5 000	234
	160	40 415	175		190	40 415	205		220	40 415	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	717 881	176	20 955	191	738 836	206	40 554	221	698 282	236 122
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	3 469 399	178		193	3 469 399	208		223	3 469 399	238 98 405
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	4 187 280	180	20 955	195	4 208 235	210	40 554	225	4 167 681	240 98 527
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	1 091 555	181	185 289	196	1 276 844	211	193 430	226	1 083 414	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	407 808	182	18 541	197	426 349	212	13 653	227	412 696	242
Autres	168	521 460	183	177 484	198	698 944	213		228	698 944	243 124 584
	169	2 020 823	184	381 314	199	2 402 137	214	207 083	229	2 195 054	244 124 584
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	24 934 145	186	3 911 426	201	28 845 571	216	1 254 896	231	27 590 675	246 990 580

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 198 118	8 019 024
Frais de financement	4	18 747	13 682
Autres	5		
	6	3 216 865	8 032 706

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	994 237	1 240 336
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	994 237	1 240 336
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	394 236	963 214
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(65 576)	
Activités d'investissement	6	(27 032)	(1 057 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(314 262)	(154 390)
Réserves financières et fonds réservés	8		1 527
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		550
	11	(12 634)	(246 099)
Solde à la fin de l'exercice	12	981 603	994 237
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	552 603	689 021
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	552 603	689 021
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(525 979)	(172 467)
Activités d'investissement	17		(118 341)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	314 262	154 390
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(211 717)	(136 418)
Solde à la fin de l'exercice	22	340 886	552 603
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	392 553	676 034
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	392 553	676 034
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	418 247	239 673
Activités d'investissement	27	(462 964)	(532 501)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		(1 527)
Financement des investissements en cours	29	149 533	10 874
	30	104 816	(283 481)
Solde à la fin de l'exercice	31	497 369	392 553

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (157 234)	(64 203)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (157 234)	(64 203)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 (3 832 046)	(98 994)
	47 (3 832 046)	(98 994)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48 240	2 293
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49 8 617	3 670
	50 8 857	5 963
Solde à la fin de l'exercice	51 (3 980 423)	(157 234)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (3 104 686)	(3 153 260)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (3 104 686)	(3 153 260)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 1 851 917	59 998
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	(550)
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (149 533)	(10 874)
	59 1 702 384	48 574
Solde à la fin de l'exercice	60 (1 402 302)	(3 104 686)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 34 949 241	34 927 549
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 34 949 241	34 927 549
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (2 961 110)	21 692
Solde à la fin de l'exercice	67 31 988 131	34 949 241

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 700 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 700 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
	1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	26 260	3	4	149 535	173	26 087	149 535
Montant réservé pour le service de la dette	8	5 549	10	11	12	5 549	(26 087)	26 087
	15	31 809	17	18	149 535	5 722	0	175 622

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière

Du 100 \$ d'évaluation

Taxes générales

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [6] [7] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [6] [7] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[1] , [3] [7] [4] [3] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[1] , [3] [7] [4] [3] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[0] , [8] [9] [5] [8] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[0] , [6] [7] [7] [5] \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[0] , [1] [2] [2] [4] \$
---	---	------------------------------------

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
--	----	------------------------------

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
---	----	------------------------------

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2 | 1 | 0 , 0 | 0	\$
Égout	2	| | | , | |	\$
Eau et égout	3	| | | , | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | |	\$
Matières résiduelles	5	2 | 1 | 9 , 0 | 0	\$
		% de la valeur locative	
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	| | , | | | |	%

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales			code 1,2 et 3
Compensation service mun. art 204.12	,6775	1	
Compensation service mun. art 204.4	,5000	1	
Mise aux normes - aqueduc municipal	,0251	1	
Réfection réseau d'aqueduc	,0034	1	
Mise aux normes - eaux usées	,0126	1	
Égout Sainte-Adèle	,1184	1	
Égout Mont-Rolland	,0013	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	19 389 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 180	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1381, boul. de Sainte-Adèle
(no) (rue)
Sainte-Adèle J8B 1A3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 229-2921
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-4179
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dirgenerale@ville.sainte-adele.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Brigitte Forget

Téléphone (450) 229-2921 147
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-5300
(ind. rég.) (numéro)

Courriel bforget@ville.sainte-adele.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Yves de Carufel CPA inc.

Titre CPA auditeur, CGA

Adresse 1960, boul. de Sainte-Adèle
(no) (rue)
Sainte-Adèle J8B 2N5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 229-2346
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 229-1055
(ind. rég.) (numéro)

Courriel yvesdecarufel@cgocable.ca

Responsable du dossier Yves de Carufel - CPA auditeur, CGA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Brigitte Forget , atteste que le rapport financier consolidé de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-15 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Adèle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Adèle détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (2 325 769) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,0890 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-15 21:26:41

Date de transmission au Ministère : 2015/06/15